

Du féodalisme au capitalisme? Essai d'interprétation des analyses marxistes de la Nouvelle-France

Matteo SANFILIPPO*

En 1982, F. Ouellet écrivait que pour Ryerson, le marxisme était plutôt une mise à jour sémantique de l'interprétation néo-nationaliste. Une telle affirmation pourrait s'appliquer à toute la production historique des marxistes canadiens. C'est ainsi qu'à l'exception de Ryerson, une analyse marxiste de la transition du féodalisme au capitalisme en Nouvelle-France ne commença à apparaître qu'au cours des années soixante. Cette analyse fut influencée par un nouveau nationalisme de gauche, canadien et québécois, qui s'exprime souvent comme une réaction contre l'« impérialisme » américain. Le cas de la Nouvelle-France était envisagé sans recherches préliminaires dans les sources d'archives. Les intérêts et les buts politiques l'emportaient sur la recherche historique. Avec de telles prémisses, les interprétations marxistes furent fortement influencées par les idéologies nationalistes.

In 1982, F. Ouellet wrote: « for Ryerson, Marxism was merely a semantic updating of the neo-nationalist interpretation ». This assertion could be applied to all the historical productions by Canadian Marxists. For example, with the exception of Ryerson, a marxist analysis for the transition from feudalism to capitalism in New France only began to appear in the sixties. This analysis was influenced by a new kind of leftist nationalism, both Canadian and Québécois, which arose often as a protest against American « Imperialism ». New France was approached without preliminary work being done on archival sources: political motivation and interests were predominant over the historical research. With these premisses, the Marxist economic interpretation became strongly determined by its contacts with nationalistic ideologies.

L'étude des tentatives d'application des schémas marxistes à l'histoire de la Nouvelle-France se situe peut-être en marge des grandes perspectives historiographiques; cependant, elle permet de dégager un certain nombre de considérations sur la survivance des interprétations traditionnelles de la Nouvelle-France.

En 1981, Fernand Ouellet écrivait que toutes les reconstructions du passé du Canada français, à quelques exceptions près, font référence à une société homogène, sans conflits de classes. Il affirmait que la lenteur avec laquelle s'implante une historiographie fondée sur le concept de la lutte des classes s'explique par l'anémie de la tradition marxiste dans la société canadienne et en particulier québécoise¹. Le débat historiographique traditionnel a été inspiré par la question de la survivance — survivance du Canada français à l'intérieur du Canada anglais, puis survivance du Canada anglais à l'intérieur de l'Amérique du Nord — et non par la question sociale². Toutefois, le concept de classe n'est pas inconnu dans

*Matteo Sanfilippo, Rome, est ancien boursier de recherche à l'Université d'Ottawa. Ce texte a bénéficié de l'aimable collaboration de Colette Michaud et Serge Jaumain.

1. Fernand OUELLET, « La formation d'une société dans la vallée du Saint-Laurent : d'une société sans classes à une société de classes », *Canadian Historical Review*, LXII, 4 (1981), pp. 407 et 440.

2. Stanley R. MEALING, « The Concept of Social Class and the Interpretation of Canadian History », *Canadian Historical Review*, XLVI (1965), pp. 201-18.

l'historiographie traditionnelle de la Nouvelle-France : de Gameau à Groulx, de Kingsford à Creighton, l'existence de groupes sociaux, jusqu'à un certain point de classes, a été reconnue. Les modèles interprétatifs du développement de la colonie française proposés au cours des dernières décennies sont d'ailleurs presque tous fondés sur le prééminence d'une classe qui donne son caractère à la société coloniale : la bourgeoisie coloniale pour les historiens néo-nationalistes; une aristocratie coloniale, composée de seigneurs, marchands et fonctionnaires liés par mariages et intérêts économiques, pour Cameron Nish; une aristocratie militaire pour W.J. Eccles; une classe moyenne née des conditions de la frontière pour Harris, Diamond, Wallot³. Selon ces diverses interprétations cependant, la prééminence d'une classe n'est pas considérée comme entraînant l'oppression ou l'exploitation des autres⁴. Seuls Jean Hamelin et quelques autres n'ont pas accepté l'idée de cette prééminence. Ils ont affirmé qu'il n'y avait pas un modèle socio-économique colonial différent de celui de la France : il n'y avait pas une classe coloniale prépondérante, assurant le développement et la trêve sociale dans la colonie⁵.

Les analyses marxistes n'ont pas transgressé le cadre de ce débat même si elles ont cherché à mettre en évidence les conflits sociaux dans l'histoire de la Nouvelle-France et du Canada. Les historiens marxistes ont en effet été inspirés, eux aussi, par la question nationale, c'est-à-dire par la question de la survivance; l'on pourrait dire qu'ils ont tenté de la réinterpréter comme une question sociale. Ils ont étudié toute l'histoire canadienne, de la Nouvelle-France à aujourd'hui, comme celle d'un pays du Tiers-Monde toujours aux prises avec l'impérialisme des nations colonialistes. Dans cette perspective, qui reflète une perception des rapports entre le Canada et les États-Unis très courante dès les années soixante⁶, les marxistes canadiens ont souvent utilisé les classiques de la lutte de libération dans les pays africains pour interpréter la réalité canadienne⁷. Puis, dans les années soixante-

3. Pour les historiens néo-nationalistes et leur thèse sur la bourgeoisie dans la Nouvelle-France, cf. Maurice SÉGUIN, « La Conquête et la vie économique des Canadiens », *L'Action Nationale*, XXVIII, 4 (1946), p. 309; Guy FRÉGAULT, *La société canadienne sous le régime français*, Ottawa, Société historique du Canada, 1954, pp. 14-15; Michel BRUNET, « La Conquête anglaise et la déchéance de la bourgeoisie canadienne 1760-1793 », in *La présence anglaise et les Canadiens*, Montréal, Beauchemin, 1964, pp. 50-54. Pour Nish, cf. Cameron NISH, *Les bourgeois-gentilshommes de la Nouvelle-France*, Montréal, Fides, 1968. Pour Eccles, cf. William J. ECCLES, *Canadian Society during the French Regime*, Montréal, Harvest House, 1968, et *The Canadian Frontier, 1534-1760*, New York-Montréal, Holt, Rinehart and Winston, 1969, pp. 83-102. Pour Harris, Diamond et Wallot, cf. Richard C. HARRIS, *The Seigneurial System in Early Canada. A Geographical Study*, Kingston-Montréal, McGill-Queen's University Press, 1984 (1966); Richard C. HARRIS et John WARKENTIN, *Canada Before Confederation : A Study in Historical Geography*, Oxford, Oxford University Press, 1974, pp. 70-81; Sigmund DIAMOND, « Le Canada français au XVII^e siècle : une société préfabriquée », *Annales (E.S.C.)*, XVI (1961), pp. 317-54 et « An Experiment in 'Feudalism' : French Canada in the Seventeenth Century », *William and Mary Quarterly*, XVIII (1961), pp. 3-34; Jean-Pierre WALLOT, « Le régime seigneurial et son abolition au Canada », in *Un Québec qui bougeait*, Québec, Boréal Express, 1973, pp. 225-51.

4. ECCLES, *Canadian Society*, pp. 11-45.

5. Jean HAMELIN, *Économie et société en Nouvelle-France, Québec*, P.U.L., 1960. Le livre de Hamelin suscita un débat sur l'importance de la bourgeoisie coloniale dans la Nouvelle-France, qui impliqua tous les auteurs déjà cités, cf. Robert COMEAU et Paul A. LINTEAU, « Une question historiographique : une bourgeoisie en Nouvelle-France? », in *Économie québécoise*, éd. par Robert COMEAU, Montréal, P.U.Q., 1969, pp. 311-24; Dale MIQUELON, *Society and Conquest : The Debate on the Bourgeoisie and Social Change in French Canada 1700-1850*, Toronto, Copp Clark, 1977.

6. Kari LEVITT, *Silent Surrender*, Toronto, MacMillan, 1970; Ian LUMSDEN, *Close to the 49th Parallel : The Americanization of Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1970; Daniel DRACHE et Arthur KROKER, « The Labyrinth of Dependency », *Canadian Journal of Political and Social Theory*, VII, 3 (1983), pp. 5-24.

7. Frantz FANON, *Les damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1961; Albert MEMMI, *Portrait du colonisateur*, Paris, J.J. Pauvert, 1966.

dix, ils ont recouru à la théorie du « développement du sous-développement »⁸ pour expliquer l'exploitation de la Nouvelle-France par la France, ou celle du Canada par les États-Unis. Dans ces analyses, les préoccupations sont davantage politiques qu'historiographiques et cette tendance a été renforcée par le fait que les marxistes canadiens qui ont écrit des livres d'histoire ne sont pas des historiens de métier. Ce sont des sociologues, des anthropologues, des politologues, des économistes et même des journalistes politiques qui utilisent l'histoire pour donner plus de poids à leurs interprétations socio-économiques et à leurs visions politiques. La plupart du temps, ils ne se sont guère intéressés à la recherche dans les archives et ils préférèrent emprunter aux travaux d'historiens non marxistes les données empiriques indispensables à leurs analyses.

Dans leurs études sur la Nouvelle-France, les marxistes ont ainsi utilisé les recherches des historiens traditionnels et ils ont affronté la question, primordiale pour ceux-ci, du *leadership* social en la traduisant en termes marxistes. Ils ont situé le débat au niveau de la transition du féodalisme au capitalisme⁹, ce qui implique l'identification d'un mode de production dominant, mais en tenant compte du fait que cette transition s'effectua à l'intérieur d'une société coloniale, dépendante de sa métropole. Par ce biais, les historiens marxistes ont développé le schéma simplifié qui consiste à rechercher la formation de deux groupes : un groupe de marchands qui, après une phase d'accumulation du capital, investit ses revenus dans une activité manufacturière et un groupe de travailleurs dépourvus de toute richesse, même de la propriété de leurs instruments de travail se trouvant donc dans la nécessité de vendre leur force physique pour gagner de quoi vivre. Pour ces chercheurs en effet, si ces deux groupes existent, la Nouvelle-France est déjà dans une phase pré-capitaliste et elle est (ou est en train d'être) dominée par une bourgeoisie coloniale; si, au contraire, ces deux groupes n'existent pas, la colonie est encore féodale.

Pour l'étude de l'application de ce schéma, nous avons pris en considération tous les auteurs qui, en empruntant, même partiellement, la grille d'analyse marxiste¹⁰, se sont intéressés à la stratification sociale de la Nouvelle-France.

I — UN PRÉCURSEUR : STANLEY B. RYERSON

La seule analyse de l'histoire du Canada bâtie sur la problématique marxiste fut pendant des dizaines d'années celle de Stanley B. Ryerson. C'est seulement en 1960 qu'il aborde le problème de la structure économique de la Nouvelle-France, mais, dès les années trente et quarante, il avait déjà esquissé une théorie du développement de la colonie. En 1937, dans un livre sur la rébellion de 1837, il avait défini la Nouvelle-France comme une société féodale, mais avec de petites déviations par rapport au modèle original : « within the framework of feudal society the motive of profit through commerce had already assumed importance¹¹ ». En 1943, Ryerson revient sur sa définition et précise que la structure

8. Samir AMIN, *L'accumulation à l'échelle mondiale. Critique de la théorie du sous-développement*, Paris, Éditions Anthropos, 1971; A. Gunder FRANK, *L'accumulation mondiale 1500-1800*, Paris, Calmann-Lévy, 1977; Arghiri EMMANUEL, *L'échange inégal. Essai sur les antagonismes dans les rapports internationaux*, Paris, Maspero, 1978. Pour une application canadienne, voir R.J. BRYM et R.J. SACOUMAN, *Underdevelopment and Social Movements in Atlantic Canada*, Toronto, New Hogtown Press, 1979.

9. Pour la question de la transition du féodalisme au capitalisme dans le débat marxiste contemporain, cf. *The Transition from Feudalism to Capitalism*, éd. par Robert HILTON, London, Foundation of History Library, 1976.

10. À ce propos, les déclarations des auteurs ont été prises à la lettre.

11. Stanley B. RYERSON, *1837 : The Birth of Canadian Democracy*, Toronto, Francis White, 1937, pp. 27-36.

économique de la Nouvelle-France était « a commercialized feudalism » : les richesses coloniales étaient la pêche et la traite des fourrures; les seigneurs n'étaient pas des nobles; les censitaires jouissaient d'un certain degré de liberté puisque les relations sociales et économiques étaient influencées par la vie de frontière¹². Dans son livre publié en 1960, la partie qui traite de la Nouvelle-France est plus substantielle, mais Ryerson ne fait guère qu'amplifier ses thèses¹³. Puisant ses données empiriques chez Jean Hamelin et les historiens néo-nationalistes¹⁴, il les réinterprète à la lumière des ouvrages de Myers¹⁵ et Innis¹⁶, et du cadre de référence idéologique offert par le panthéon marxiste-léniniste (Marx, Engels, Lénine, Staline). Il précise ultérieurement les modifications du « system of feudal exploitation » en Nouvelle-France :

Feudal tenure of land, merchant-capitalist commerce, a feudal absolutist monarchy : these were the institutions transplanted to North America. Here they were modified by the colonial character of the new community, the dominant role of trading interests in colonial enterprises, its relations to the native peoples, and the geographical environment¹⁷.

Par conséquent, « the ruling class was an amalgam : feudal, clerical and mercantile » et au niveau économique « the feudal structure was interwoven with merchant-capitalist elements » qui, dans la colonie, étaient « proportionately stronger than in the mother country »¹⁸. Cependant Ryerson ne perd jamais de vue le caractère féodal dominant de la colonie et souligne la nécessité d'étudier « what the revenues derived by the seigneurs from feudal exactions amounted to »¹⁹. Ryerson voit donc dans la Nouvelle-France du XVIII^e siècle des fermentations économiques semblables à ceux de la France, mais il insiste aussi sur le fait que la mère patrie y réprimait toute tentative manufacturière, bloquant ainsi la route aux marchands-capitalistes de Québec et Montréal.

II — LE NOUVEAU SOUFFLE DES ANNÉES SOIXANTE

L'historiographie anglophone ne fut aucunement touchée par les thèses de Ryerson sur la Nouvelle-France et au milieu des années soixante, celui-ci pouvait écrire que les études d'histoire canadienne d'inspiration marxiste étaient encore à venir²⁰. Au Québec toutefois, le marxisme fut progressivement introduit par des sociologues²¹ dans le débat indépendantiste²². Une revue comme *Parti Pris* (1963-1968) se définit au départ comme

12. Stanley B. RYERSON, *French Canada. A Study in Canadian Democracy*, Toronto, Progress Books, 1943, pp. 111-14.

13. Stanley B. RYERSON, *The Founding of Canada. Beginnings to 1815*, Toronto, Progress Books, 1960.

14. À partir de la fin des années cinquante, Ryerson a été influencé par la pensée nationaliste au Québec, cf. Vera MACCAFFREY, « Stanley B. Ryerson : Marxist Intellectual and the French Canadian Question », thèse de maîtrise, Université d'Ottawa, 1981.

15. Gustav MYERS, *History of Canadian Wealth*, (New York 1914), New York, Argosy-Antiquarian, 1968.

16. Pour l'influence d'Innis sur Ryerson, cf. Daniel DRACHE, « Rediscovering Canadian Political Economy », in Wallace CLEMENT et Daniel DRACHE, *A Practical Guide to Canadian Political Economy*, Toronto, Lorimer, 1978, pp. 35-37.

17. RYERSON, *The Founding*, p. 103.

18. *Ibid.*, p. 111.

19. *Ibid.*, p. 109.

20. Stanley B. RYERSON, « La pensée de Marx au Canada », *Cité libre*, XVI, 76 (1965), pp. 17-22.

21. Marcel RIOUX, « Remarques sur une sociologie critique et la sociologie aseptique », *Sociologie et Sciences*, I (1963), pp. 53-67.

22. Pour les tentatives de mariage entre le marxisme et la question nationale au Québec, cf. Robert DENIS, *Lutte des classes et question nationale au Québec*, Montréal-Paris, Presses socialistes internationales, 1979; Robert

révolutionnaire, marxiste, indépendantiste et socialiste²³. Si elle ne publia pas d'analyses historiques du passé canadien-français, elle contribua cependant à la diffusion de textes classiques sur la lutte pour l'indépendance dans l'Afrique française ou sur la naissance du monde capitaliste qui seront utilisés par la suite pour cette analyse, marquant ainsi un nouveau point de départ. À ce courant politique et intellectuel, on peut rattacher les premières tentatives d'interprétation marxiste, assez rudimentaires il est vrai, d'idéologues et de polémistes tels Pierre Vallières et Léandre Bergeron. Le premier, dans son essai autobiographique *Nègres blancs d'Amérique*, esquisse à partir des études de Jean Hamelin un tableau de la Nouvelle-France asservie à la métropole :

le Québec, depuis l'établissement d'un comptoir commercial par Champlain en 1608, a toujours été soumis aux intérêts des classes dominantes des pays impérialistes : d'abord la France, puis l'Angleterre et, aujourd'hui, les États-Unis²⁴.

Dans cette perspective, les habitants de la Nouvelle-France sont des prolétaires exploités par les classes dirigeantes françaises²⁵. Bergeron cherche à systématiser le point de vue de Vallières²⁶. À cette fin, il procède à une division de l'histoire du Québec en trois parties : le régime français (XVI^e siècle-1760), le régime anglais (jusqu'au début du XX^e siècle), le régime américain. Le Québec naquit sous le premier de ces régimes par la volonté de la monarchie absolutiste alliée à la bourgeoisie française et fut peuplé par « les déshérités, les déclassés, les désavoués ». Cette colonie de pauvres gens est gouvernée par une loi de fer : « TOUS LES PROFITS POUR LA MÉTROPOLÉ ». Pour Bergeron, la société de la Nouvelle-France est structurée en pyramide : au sommet, les dirigeants (gouverneur, intendant, évêque), puis la classe possédante (seigneurs, commerçants, communautés religieuses) et, en bas, le peuple. Les membres de la classe dirigeante et de la classe possédante sont Français et demeurent Français; le peuple est le seul à s'enraciner dans le pays. Il est composé d'artisans, d'habitants et de coureurs des bois. Les artisans et les habitants sont les travailleurs, les véritables producteurs de tous les biens de consommation : ils vendent leur force de travail aux seigneurs, aux commerçants, aux communautés religieuses. On pourrait penser qu'il y avait une structure capitaliste, étant donné la division sociale entre possédants et travailleurs; mais, pour Bergeron, la Nouvelle-France était une société féodale d'où la France drainait les profits capitalistes.

Les vues de Bergeron et de Vallières se retrouvent dans un article de Naylor où il affirme que « Canadian history is the history of a French, British, and an American colony successively²⁷ » : une perspective que les marxistes canadiens approfondiront en suivant

VANDYCKE, « La question nationale : où en est la pensée marxiste », *Recherches sociographiques*, XXI (1980), pp. 97-129.

23. André J. BÉLANGER, *Ruptures et constantes. Quatre idéologies du Québec en éclatement : La Relève, la JEC, Cité Libre, Parti Pris*, Montréal, Hurtubise HMH, 1977, pp. 139-93; Robert MAJOR, *Parti Pris : idéologie et littérature*, Montréal, Hurtubise HMH, 1979.

24. Pierre VALLIÈRES, *Nègres blancs d'Amérique*, Montréal, Éditions Parti Pris, 1969, p. 334.

25. *Ibid.*, pp. 27-31.

26. Léandre BERGERON, *Petit manuel d'histoire du Québec*, Montréal, Éditions Québécoises, 1970, pp. 35-40. Bergeron est le moins cité de tous les « historiens » marxistes même s'il a été beaucoup apprécié par Ryerson. Bergeron, comme Vallières d'ailleurs, est surtout un polémiste qui voit dans l'histoire un instrument de lutte : on doit connaître le passé pour changer le présent. Pour présenter ses thèses, il a aussi utilisé la forme du dialogue politico-littéraire et de la pièce théâtrale, répétant toujours les mêmes idées, cf. *Pourquoi une révolution au Québec?*, Québec, Éditions Québécoises, 1972, pp. 53-54, et *L'histoire du Québec en trois régimes*, Montréal, L'Aurore, 1974, p. 47.

27. R. T. NAYLOR, « The Rise and Fall of the Third Commercial Empire of the St. Lawrence », in *Capitalism and the National Question in Canada*, éd. par Gary TEEPLE, Toronto, University of Toronto Press, 1972, pp. 1-41.

les thèses de A. Gunder Frank, Celso Furtado et Samir Amin²⁸. Pour Naylor, la Nouvelle-France était complètement dominée par la bourgeoisie métropolitaine :

In the first empire using the St. Lawrence, French merchant capital exploited coureurs des bois and Indian labour to return the rich rewards of the fur trade to the French Crown and aristocracy, stultifying local capital formation and thus preventing the emergence of a Canadian bourgeoisie which could challenge their authority and that of the metropole²⁹.

Ici, Naylor réinterprète les conclusions de Vallières à la lumière de la *staple theory* d'Innis, mais il relit aussi celui-ci selon les thèses de Ryerson et de Watkins³⁰. Un élément fondamental de cette confluence est l'accentuation des sentiments anti-américains déjà présents chez Innis³¹ et qui inspire la liaison du passé au présent : parler de l'exploitation de la Nouvelle-France par sa métropole, c'est déjà parler de la pénétration américaine au Canada. Chez Naylor, comme pour *Parti Pris*, le marxisme et sa terminologie véhiculent des préoccupations nationalistes.

III — LES ANNÉES SOIXANTE-DIX : LES NATIONALISTES MARXISANTS

Toutes les analyses marxistes, ou soi-disant marxistes, de la Nouvelle-France furent marquées par l'interprétation fortement idéologique inspirée par le mouvement indépendantiste au Québec, mais avec quelques variantes. Si pour Vallières, Bergeron et Naylor, la Nouvelle-France était pauvre et exploitée, certains participants du courant marxiste des années soixante-dix tentèrent au contraire de revaloriser autrement son image. Selon L.R. MacDonald par exemple, le système colonial français était placé sous le signe du paternalisme, qui était « the very basis of the economy of New France » et reposait sur « the necessity of giving its inhabitants free access to the means of subsistence³² ». Dans ce système, instauré en 1663, les éléments mercantilistes de la colonie pouvaient s'enrichir grâce au commerce des fourrures ou à d'autres petits négoce avec la métropole, mais ils évitèrent toujours « investment in industrial capitalism » pour trois motifs. En premier lieu, la traite était plus profitable; ensuite, « increase in local production could only threaten the scarcity of goods from which the mercantile wealth derived his profit »; enfin, parce que l'industrialisation européenne s'était opérée par l'exploitation de la population campagnarde expropriée de ses terres alors qu'il en était autrement de la « peasantry in New France³³ ».

28 Mel WATKINS, « Resources and Underdevelopment », in (*Canada*) *Ltd : The Political Economy of Dependency*, éd. par Robert LAXER, Toronto, McClelland and Stewart, 1973, pp. 107-26; Daniel DRACHE, « The Crisis of Canadian Political Economy : Dependency Theory versus the New Orthodoxy », *Canadian Journal of Political and Social Theory*, VII, 3 (1983), pp. 25-49. Ces thèses sont encore reprises par James LAXER, « Taking Stock, An Excerpt from James Laxer's Report to NDP Federal Caucus on NDP Economic Policy », *Canadian Forum*, LXIII (Feb. 1984), pp. 7-16.

29. NAYLOR, « The Rise and Fall », p. 35. Voir aussi R.T. NAYLOR, « Canada in the European Age », *Canadian Journal of Political and Social Theory*, VII, 3 (1983), pp. 97-129.

30. Mel WATKINS, « The Staple Theory Revisited », in *Class, State, Ideology and Change : Marxist Perspective on Canada*, éd. par J.P. GRAYSON, Holt, Rinehart and Winston, 1980, pp. 373-84, et « The Innis Tradition in Political Economy », *Canadian Journal of Political and Social Theory*, VI, 1-2 (1982), pp. 12-34. Pour la lecture anglophone du nationalisme québécois, cf. Henry MILNER et Sheila H. MILNER, *The Decolonization of Quebec. An Analysis of Left Wing Nationalism*, Toronto, McClelland and Stewart, 1977.

31. Harold A. INNIS, *The Strategy of Culture*, Toronto, University of Toronto Press, 1952; Daniel DRACHE, « Harold Innis : A Canadian Nationalist », *Journal of Canadian Studies — Revue d'études canadiennes*, IV, 2 (1969), pp. 7-12. Voir aussi William M. BARKER, « The Anti-American Ingredient in Canadian History », *Dalhousie Review*, LIII (1973), pp. 57-77; Carl BERGER, *The Writing of Canadian History. Aspects of English Canadian Historical Writing : 1900-1970*, Toronto, Oxford University Press, 1976.

32. L.R. MACDONALD, « France and New France : The Internal Contradictions », *Canadian Historical Review*, LII (1971), pp. 121-43.

33. *Ibid.*, p. 133.

Le paternalisme des administrateurs coloniaux permettait en effet la pleine disponibilité des terres libres et il tendait à ce que le taux des cens, rentes et dîmes restent bas. La situation était la même pour le travail urbain : « a separation of labour from its means of production was being actively opposed ». En conclusion, le développement capitaliste de la colonie était impossible parce qu'il n'y avait ni travailleurs à exploiter ni marchands disposés à investir dans les manufactures. Cette situation n'était pas accidentelle, elle résultait de la volonté de la métropole : la colonie devait remplir ses devoirs mercantilistes et militaires; et, pour cette raison, l'on avait accordé aux habitants une situation tout à fait particulière qui bloquait toute possibilité de créer le surplus nécessaire au développement d'une industrie capitaliste³⁴.

MacDonald adopte aussi une démarche qui sera reprise par les marxistes des années suivantes : du marxisme européen, il emprunte les citations et le cadre d'analyse développé par B. Porshnev au sujet de la France³⁵, puis il utilise ces éléments pour réécrire en termes marxistes les conclusions des historiens canadiens. C'est ce qu'il fait dans le cas d'Eccles et de sa thèse du « welfare state » en Nouvelle-France³⁶.

La même méthode fut adoptée par certains marxistes québécois pour moderniser les thèses les plus traditionnelles sur la Nouvelle-France. En 1975, Jules Savaria voulut ainsi appliquer au Québec le modèle élaboré par S. Amin pour comprendre les économies sous-développées et la raison de ce sous-développement³⁷. La première partie de cette adaptation concerne la Nouvelle-France. Cette colonie intéressait la métropole seulement pour ce qu'elle pouvait lui fournir comme produits d'appoint (les fourrures, le poisson, le bois). Dans cette perspective, le régime seigneurial (« cadre d'organisation du peuplement ») devint une forme féodale modifiée, sans véritable exploitation des censitaires. Cette situation aboutit à un développement inhabituel et paradoxal : il n'y avait pas de véritable exploitation, même au niveau des rapports entre la colonie et la mère-patrie, parce que la Nouvelle-France était trop pauvre pour intéresser réellement la France. Mais, d'autre part, la naissance dans la colonie d'une petite production échappant à la métropole contribua à doter la Nouvelle-France d'un dynamisme d'évolution vers le capitalisme qui sera bloqué par la Conquête. Ici, le modèle marxiste de S. Amin devient le véhicule modernisé de thèses anciennes : le régime seigneurial comme cadre d'organisation du peuplement, la non-exploitation des censitaires, les rapports harmonieux entre la France et la Nouvelle-France la naissance d'une

34. Le thème est repris dans L.R. MACDONALD, « Merchant Against Industry : An Idea and Its Origins », *Canadian Historical Review*, LVI (1975), pp. 263-81; en critiquant Naylor, cf. Gilles PAQUET et Jean-Pierre WALLOT, « Pour une méso-histoire du XIX^e siècle canadien », *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, XXIII (1979), p. 416.

35. Il s'agit dans ce cas du débat sur la transition du féodalisme au capitalisme en Europe, intégré par la lecture de l'ouvrage de Boris PORSHNEV, *Les soulèvements populaires en France de 1623 à 1648*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1963, sur les soulèvements et l'alliance de la bourgeoisie avec la noblesse contre le peuple.

36. MacDonald a été influencé par son maître quant à l'importance du paternalisme colbertien et de l'élément militaire-aristocratique dans la colonisation, et aussi par la conviction que le régime seigneurial était « heavily weighted in favor of the humbler class », cf. William J. ECCLES, « The Social, Economic, and Political Significance of the Military Establishment in New France », *Canadian Historical Review*, LI (1971), pp. 1-21, et *France in America*, New York, New American Nation Series, 1972, p. 79. La même intention a inspiré la critique de Naylor par MacDonald et celle d'Innis par Eccles; cf. William J. ECCLES, « A Belated Review of Harold Adams Innis, The Fur Trade in Canada », *Canadian Historical Review*, LX (1979), pp. 419-40, et John HUTCHESON, « Harold Innis and the Unity and Diversity of Confederation », *Canadian Studies — Revue d'études canadiennes*, XVII, 4 (1982-1983), p. 71.

37. Jules SAVARIA, « Le Québec est-il une société périphérique? », *Sociologie et Sociétés*, XVII, 2 (1975) pp. 115-27.

société moderne, les effets délétères de la Conquête³⁸. Comme les années soixante-dix étaient celles de l'« institutionnalisation » de l'indépendantisme et de la naissance du Parti québécois, cette version marxiste des thèses nationalistes connut un certain retentissement.

Une position très proche de celle de Savaria fut élaborée par Denis Monière³⁹. Sous prétexte de conseiller une voie de sortie au débat sur la nature économique de la Nouvelle-France, Monière, s'appuyant sur un courant du marxisme français⁴⁰, proposa d'appliquer à l'étude de la Nouvelle-France, le « concept de mode de production des petits producteurs ». Selon cette théorie, la transition entre deux modes de production n'est pas tellement tranchée : éléments capitalistes et éléments féodaux ont pu coexister. C'est précisément ce qui a permis le développement du mode de production des petits producteurs (MPPP), qui « consiste dans des travailleurs qui sont en même temps propriétaires à titre individuel de leurs moyens de production et qui n'exploitent pas ou guère le travail d'autrui : il aboutit dans bien des cas à une petite économie marchande⁴¹ ». Le MPPP est donc un mode de production sans conflits : les travailleurs sont en même temps producteurs et marchands. Naturellement, le MPPP n'est pas le seul système économique en Nouvelle-France puisqu'il y a aussi le régime seigneurial. À ce propos, Monière part du fait que le féodalisme n'avait pas été adopté intégralement dans le Nouveau-Monde. En se basant sur MacDonald, Diamond et Wallot, il affirme que les seigneurs ne ressemblaient pas à leurs collègues métropolitains et que les paysans étaient libres puisque la France avait cherché à donner à sa colonie les moyens de survivre. Ajoutons à cela la dimension politique : la colonie vivait dans le cadre de l'absolutisme, mais c'était un cadre plus formel que réel. L'esprit de liberté et l'égalitarisme social des habitants engendrèrent beaucoup de difficultés pour les gouverneurs qui voulaient faire respecter la loi. En conclusion,

L'habitant de la Nouvelle-France produisait donc son existence dans une structure de type féodaliste empruntée à la structure métropolitaine mais qui allait en colonie servir d'autres impératifs (développement du capitalisme dans sa phase commerciale) et prendre un aspect spécifique : absence du servage, non-séparation entre le travailleur et ses moyens de production, indépendance de l'habitant par rapport au seigneur, non spécialisation des tâches, quasi-auto suffisance (sauf pour les produits de luxe) et caractère secondaire de la production pour le marché⁴².

Cette conclusion est répétée avec plus de force dans une étude postérieure : la Nouvelle-France, société en voie d'acquiescer une structure économique propre, ne pouvait être une société vraiment originale, avec un développement autonome. Pourtant, même dans sa dépendance à l'égard de la France, on peut distinguer des formes spécifiques d'organisation sociale et économique qui auraient pu constituer les bases d'un processus vers l'autonomie. La conjoncture a empêché ce développement structurel⁴³.

En 1976, Bernard Bernier élaborera une analyse de l'évolution de l'économie québécoise basée sur la thèse selon laquelle la transition du mode de production agricole (le

38. Pour le régime seigneurial, cf. Serge JAUMAIN et Matteo SANFILIPPO, « Le régime seigneurial en Nouvelle-France : un débat historiographique », *The Register*, V, 2 (1984), pp. 226-47. Pour les effets de la Conquête, cf. Fernand OUELLET, « Les classes dominantes au Québec, 1760-1840. Bilan historiographique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, XXXVIII (automne 1984), pp. 225-29.

39. Denis MONIÈRE, « L'utilité du concept de mode de productions des petits producteurs pour l'historiographie de la Nouvelle-France », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, XXIX (1976), pp. 483-502.

40. La réflexion de Monière se base sur Guy DHOQUOIS, *Pour l'histoire*, Paris, Éditions Anthropos, 1971 ; pour un compte rendu de ce livre, cf. Robert MANDROU, in *Histoire Sociale — Social History*, V (1972), pp. 214-15.

41. DHOQUOIS, pp. 189-90.

42. MONIÈRE, « L'utilité », p. 502.

43. Denis MONIÈRE, *Le développement des idéologies au Québec*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1977, p. 53.

régime seigneurial) au capitalisme fut marquée par la violence avec laquelle les paysans furent expropriés. La Nouvelle-France se situe cependant en dehors de ce procès violent : elle était organisée selon le régime seigneurial mais celui-ci fut incapable d'assurer le peuplement de la colonie parce que les seigneurs s'intéressaient davantage au commerce des fourrures et à la spéculation foncière⁴⁴.

Ce retour à une vision de la Nouvelle-France comme une société presque sans exploitation fut également développé par des sociologues comme Marcel Rioux. En 1962, celui-ci avait déjà décrit le Québec comme une « classe ethnique » dominée⁴⁵; en 1978, il écrit une histoire du Québec avec un aperçu sur la Nouvelle-France. Pour lui, celle-ci était en train de devenir une nation nouvelle où les classes sociales étaient moins marquées qu'en France : cette tendance vers la destruction des classes sociales fut accentuée par la Conquête qui élimina la classe dirigeante du pays et poussa les Québécois à se concentrer dans les paroisses rurales pour devenir une classe ethnique dominée⁴⁶.

Cette conception de la Nouvelle-France fut critiquée par quelques auteurs proche du marxisme mais non réellement marxistes. Nourris par la fréquentation de l'École des *Annales*⁴⁷, ces auteurs cherchaient à définir une position plus réaliste et à analyser la dynamique des conflits sociaux dans la colonie française. Alfred Dubuc, dès les années soixante, critiqua la théorie de la classe ethnique⁴⁸. Pour sa part, Louise Dechêne démantela la conception traditionnelle du régime seigneurial de la Nouvelle-France en montrant combien les droits seigneuriaux pouvaient être lourds⁴⁹. Elle souligna aussi que les tentatives de L.R. MacDonald et D. Monière « restent essentiellement des constructions artificielles » qui « aboutissent à une Nouvelle-France idyllique⁵⁰ ». Fernand Ouellet enfin, est intervenu plusieurs fois dans ce débat : ses interprétations ont toujours suscité de vives discussions surtout en ce qui a trait à la société de la Nouvelle-France et du Québec et aux conséquences de la Conquête. Dans une perspective de longue durée, Ouellet a en effet refusé l'interprétation traditionnelle de la Conquête comme catastrophe⁵¹ et la vision édulcorée d'une

44. Bernard BERNIER, « The Penetration of Capitalism in Quebec Agriculture », *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, XIII (1976) pp. 422-34.

45. Jacques DOFNY et Marcel RIOUX, « Les classes sociales dans le Canada français », *Revue française de sociologie*, III (1962), pp. 290-300. Cette thèse a été durement critiquée par Stanley B. RYERSON, « Quebec : Concepts of Class and Nation », in *Capitalism and the National Question*, éd. par TEEPLE, pp. 223-25.

46. Marcel RIOUX, *La question du Québec*, Montréal, Éditions Parti Pris, 1978.

47. Alfred DUBUC, « L'influence de l'École des *Annales* au Québec », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, XXXII (1979), pp. 357-86.

48. Alfred DUBUC, « Les classes sociales au Canada », *Annales (E.S.C.)*, XXII (1967), pp. 729-44, et « Les fondements historiques de la crise des sociétés canadienne et québécoise », in *Le capitalisme au Québec*, éd. par Pierre FOURNIER, Montréal, Éditions coopératives A. St Martin, 1978, pp. 49-78.

49. Louise DECHÊNE, « L'évolution du régime seigneurial au Canada. Le cas de Montréal aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Recherches sociographiques*, XII (1972), pp. 143-83. Pour son analyse du régime seigneurial, Louise Dechêne a été rattachée au courant marxiste par certains critiques, cf. Serge GAGNON, « The Historiography of New France 1660-1974 : Jean Hamelin to Louise Dechêne », *Canadian Studies — Revue d'études canadiennes*, XIII (1978), p. 91; Colette MICHAUD, « Les censitaires et le régime seigneurial canadien (1791-1854). Étude des requêtes anti-seigneuriales », thèse de maîtrise, Université d'Ottawa, 1982, p. 15.

50. Louise DECHÊNE, « Coup d'oeil sur l'historiographie de la Nouvelle-France », *Études canadiennes*, III (1977), pp. 50-51.

51. Fernand OUELLET, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850. Structures et conjoncture*, Montréal, Fides, 1966, et *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*, Montréal, Hurtubise HMH, 1972. Pour la continuité de la Nouvelle-France au Québec, cf. Fernand OUELLET, « Officiers de milice et structure sociale au Québec (1660-1815) », *Histoire sociale — Social History*, XII (1979), pp. 37-65, et « Propriété seigneuriale et groupes sociaux dans la vallée du Saint-Laurent (1663-1860) » in *Mélanges d'histoire offerts au professeur Marcel Trudel*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1978, pp. 183-213.

société coloniale homogène et sans conflits⁵². Il a montré que la Nouvelle-France avait le caractère d'une société d'Ancien Régime dirigée par une petite noblesse d'origine militaire et foncière et reposant sur l'inégalité socio-économique et l'exploitation des paysans.

IV — LES ANNÉES SOIXANTE-DIX : LES MARXISTES ET LA NATIONALISME

L'importance de la question sociale sera prise en charge par une seconde vague d'analyses marxistes qui se voulut plus strictement fidèle à la théorie classique et qui s'inspira d'une réflexion politique sur les origines des inégalités dans le Canada contemporain. Le point de jonction entre le marxisme approximatif de Vallières et cette analyse plus proche des textes canoniques est certainement l'oeuvre de Gilles Bourque qui, pendant les années soixante-dix, se détacha de ses anciens camarades de *Parti Pris* en cherchant à se redéfinir à la fois comme socialiste et comme indépendantiste en opposition à tous ceux qui allaient se jeter dans les bras du Parti Québécois⁵³. Bourque s'était toujours intéressé à l'histoire du Québec d'un point de vue « politique »; c'est pourquoi il avait tenté d'approcher le problème de la Nouvelle-France et des racines coloniales du Québec. En 1970, sous l'influence des historiens néo-nationalistes, il crut que dans la colonie existait un groupe articulé de bourgeois marchands et que ce groupe vivait de l'exploitation d'un seul produit (la fourrure) sous un régime militaire et dirigiste : cette situation n'encourageait pas l'accumulation du capital et freinait les possibilités de diversification économique⁵⁴. Toutefois, à partir de Talon, une tentative de diversification avait eu lieu : si les bourgeois ne s'étaient totalement emparés de l'appareil étatique, du moins avaient-ils acquis un pouvoir de pression sur l'État colonial en liaison avec les seigneurs qui s'occupaient aussi du commerce. La tentative échoua et la Conquête effaça ou déclassa la plupart des membres de cette bourgeoisie⁵⁵.

En 1977, Bourque revint sur son argumentation⁵⁶. Il s'intéressait maintenant aux problèmes de la transition du féodalisme au capitalisme, car, pour lui, ce passage pouvait rendre compte également de la naissance de la nation. Travaillant dans cette perspective, Bourque se fait moins catégorique sur le caractère bourgeois et marchand de la Nouvelle-France. À la veille de la Conquête, la colonie faisait partie d'une formation sociale (celle de la France) au sein de laquelle le mode de production capitaliste n'avait commencé d'affirmer sa dominance que depuis une cinquantaine d'années. D'ailleurs, comme l'avait déjà écrit Naylor, les conditions, internes comme externes, n'avaient jamais favorisé le développement du capitalisme dans la vallée du Saint-Laurent. L'économie de la Nouvelle-France était en effet articulée à partir du commerce des fourrures alors que l'agriculture était organisée selon le mode de tenures seigneuriales ou féodales. Or, le commerce des fourrures ne donnait lieu qu'à un transit de marchandises, transformées ensuite dans les manufactures métropolitaines. L'État colonial, militaire et aristocratique, tendait à la re-

52. Fernand OUELLET, « Libéré ou exploité? Le paysan québécois d'avant 1850 », *Histoire sociale — Social History*, XIII (1980), pp. 339-68.

53. Gilles BOURQUE et Gilles DORSTALER, *Socialisme et indépendance*, Montréal, Boréal Express, 1980, pp. 20-21.

54. Gilles BOURQUE, *Question nationale et classes sociales au Québec (1760-1840)*, Montréal, Éditions Parti Pris, 1970, pp. 43-44, 133-36.

55. Même en parlant de déclassement de cette bourgeoisie, Bourque n'accepta pas la thèse de la classe ethnique, cf. Gilles BOURQUE et Nicole LAURIN-FRENETTE, « Les classes sociales et l'idéologie nationaliste au Québec, 1760-1970 », *Socialisme Québécois*, 20 (1970) pp. 13-55.

56. Gilles BOURQUE, *L'État capitaliste et la question nationale*, Montréal, P.U.M., 1977, pp. 254-55.

production de cet ensemble, s'appuyant sur la doctrine mercantiliste dans sa version colbertiste pour laquelle la colonie ne devait servir que comme source de matières premières. La nouvelle position de Bourque se clarifiera deux ans plus tard. L'histoire du Québec, dira-t-il alors, s'articule en marge du développement capitaliste : la Nouvelle-France était prédisposée à jouer un rôle de parent pauvre dans la « course à l'accumulation par le commerce international, qui constitue l'un des aspects principaux de la phase générale d'accumulation primitive, de la transition du féodalisme au capitalisme⁵⁷ ». Si la colonie repose sur l'oppression des Amérindiens et le pillage de leurs ressources, la métropole ne veut pas seulement exploiter les Amérindiens, elle vise aussi à établir une population coloniale : en Nouvelle-France s'articulent donc « formes et modes de production ». Les autorités métropolitaines ont reproduit dans la colonie, au moins juridiquement, le même mode de tenure des terres que dans la mère-patrie : celui du régime seigneurial. Celui-ci est le mode de production dominant dans la formation métropolitaine et il rend possible la reproduction sur place du personnel économique nécessaire au commerce et au contrôle du territoire. Il s'agit donc d'un féodalisme créé par l'État, mais cependant féodal, avec une exploitation réelle des habitants — telle que Louise Dechéne l'avait montré —, même si les paysans peuvent se défendre en faisant jouer en leur faveur les contradictions spécifiques de la situation coloniale, c'est-à-dire la facilité d'accès à la terre. Il existait une véritable classe aristocratique, composée de seigneurs laïques et cléricaux, qui intervenait de façon significative sur la scène politique pour défendre un appareil d'État de type féodal et une politique économique favorisant la propriété terrienne non-capitaliste. Dans ce cadre, la production pour le marché resta végétative, la main-d'œuvre continua d'être rare et chère et la terre facile d'accès. Il y avait une couche sociale de marchands, mais « il est évident qu'il n'y avait pas, au sens strict, de bourgeoisie, le capitalisme ne s'y étant pas développé⁵⁸ ». En conclusion, la Nouvelle-France constituait un sous-ensemble de la formation sociale française et était dominée par le capital marchand métropolitain qui bloquait dans la colonie tout développement du capitalisme en s'appuyant sur les rapports féodaux.

Les positions de Bourque servirent à polariser le débat et à le pousser dans la direction d'une plus grande précision dans l'analyse de la condition économique réelle de la Nouvelle-France. N. Laurin-Frenette et Lise Pilon-Lê ne se rangèrent pas complètement derrière Bourque, mais elles ne se rallièrent pas pour autant aux théories de Monière. Pour Laurin-Frenette⁵⁹, les seigneuries furent des sources de rente pour la petite noblesse de la Nouvelle-France, mais la réalité coloniale dépassa le régime seigneurial pur et simple. Pour Pilon-Lê⁶⁰, les censitaires étaient grevés de redevances, mais le pouvoir des seigneurs était tout de même limité puisque le régime seigneurial avait été implanté pour attirer les émigrants dans la colonie.

Gérald Bernier est celui qui s'est intéressé le plus récemment à ce problème⁶¹. Il fut d'abord préoccupé, comme Ouellet et Bourque, par l'évolution de la structure économique

57. Gilles BOURQUE et Anne LÉGARÉ, *Le Québec. La question nationale*, Paris, Maspero, 1978, p. 8.

58. *Ibid.*, p. 21.

59. Nicole LAURIN-FRENETTE, *Production de l'État et formes de la nation*, Montréal, Nouvelles Op-tiques, 1978, pp. 62-65.

60. Lise PILON-LÊ, « Le régime seigneurial au Québec : contribution à une analyse de la transition au capitalisme », *Cahier du Socialisme*, 3 (1980), pp. 132-68.

61. Gérald BERNIER, « Sur quelques effets de la rupture structurelle engendrée par la Conquête au Québec : 1760-1854 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, XXXV (1981), pp. 69-85. Voir aussi, Gérald BERNIER, « La structure de classes québécoise au 19^e siècle et le problème de l'articulation des modes de production », *Canadian Journal of Political Science*, XIV (1981), pp. 487-518.

pendant la période qui suit la Conquête et il prit position contre la thèse de la continuité substantielle entre la Nouvelle-France et le Bas-Canada en critiquant les thèses de ces deux auteurs. Cependant, il n'accepta pas non plus l'idée d'une Nouvelle-France bourgeoise ou petite marchande : pour lui, la Nouvelle-France avait un mode de production féodal qui a été violemment transformé par la Conquête et la domination anglaise. Rien, dans la colonie française ne favorisait l'émergence des éléments nécessaires au développement du capitalisme (accumulation, séparation du travailleur de ses moyens de production, dépossession de la paysannerie). La noblesse, l'Église, le régime seigneurial étaient les traits caractéristiques de la colonie : un féodalisme « bâtardisé », puisque la transition vers le capitalisme s'était déjà amorcée dans la métropole, mai doué d'une certaine vitalité. D'ailleurs : « on observe, à la fin du régime français, une accentuation du caractère féodal du régime seigneurial ». Seule l'activité économique, qui liait la colonie à la métropole, c'est-à-dire le commerce des fourrures, était caractérisée par l'échange marchand propre au capitalisme primitif, mais cette activité n'engageait qu'une fraction minime de la population.

CONCLUSION

L'historiographie marxiste de la Nouvelle-France a donc connu plusieurs phases liées au refus ou à l'acceptation de considérer la structure socio-économique de la colonie comme faisant partie intégrante d'un processus d'évolution vers le capitalisme, susceptible de renouveler la réponse à la question déjà débattue pendant les années soixante : la Nouvelle-France avait-elle une bourgeoisie ?

Dans une première phase, nous avons vu l'évolution solitaire de S.B. Ryerson, parti d'une conception formée d'éléments exclusivement économiques (colonie féodale asservie à la métropole) et débouchant sur l'idée de la Nouvelle-France comme une entité quasi nationale avec une bourgeoisie active.

Dans une seconde phase (Vallières, Bergeron, Naylor), la Nouvelle-France fut définie comme une colonie dominée par la mère-patrie, sans possibilité de développement autonome et sans bourgeoisie locale.

Dans un troisième temps, ces deux positions s'affrontèrent. D'une part, MacDonald, Savaria, Monière et Rioux tentèrent de renverser l'interprétation de Vallières, Bergeron, Naylor, et proposèrent une série de réponses qui appuyaient l'hypothèse d'une Nouvelle-France formée hors du processus économique de la mère-patrie. Ces réponses décrivaient la société coloniale comme équidistante des structures féodales capitalistes, inutiles au commerce des fourrures⁶², et comme une société presque sans classes, ou du moins, sans exploitation significative des classes inférieures. Deux schémas où l'on peut percevoir l'écho des positions typiques non seulement de l'historiographie canadienne des années trente et quarante (de Groulx à Innis), mais aussi d'un esprit sociologique nord-américain particulier. Nombreux sont les marxistes travaillant aujourd'hui au Canada qui semblent favoriser une sorte de modèle social simplifié : le Québec comme une seule classe ethnique exploitée (modèle de J. Dofny⁶³) ou celui d'un Canada en voie de prolétarianisation (modèle de L.A. Johnson⁶⁴). Mais les sociologues américains des années cinquante ne parlaient-ils pas de

62. John HUTCHESON, « The Capitalist State in Canada », in (*Canada*) Ltd, éd. par LAXER, pp. 153-77.

63. Dofny explique la raison de son interprétation in Nicole ARNAUD et Jacques DOFNY, *Nationalism and the National Question*, Québec, Black Rose Books, 1977.

64. L.A. JOHNSON, « The Development of Class in Twentieth Century », in *Studies in Canadian Social History*, éd. par M. HORN et R. SABOURIN, Toronto, McClelland and Stewart, 1974, pp. 215-54.

la société américaine comme d'une grande « middle-class⁶⁵ »? La Nouvelle-France des petits producteurs, artisans, paysans libres, envisagée par MacDonald, Monière, Savaria ne diffère pas beaucoup de cette vision standardisée de l'Amérique libérale⁶⁶. Toutes ces théories résultent jusqu'à un certain point d'une adaptation de la thèse de la frontière et d'une différenciation fondamentale entre le développement européen et américain⁶⁷.

Mais d'autre part, en opposition à ce modèle simplifié, d'autres chercheurs, de Bourque à G. Bernier, ont proposé un nouveau schéma de double exploitation : d'un côté, le régime seigneurial dans la colonie et, de l'autre, une relation de dépendance vis-à-vis de la métropole. Dans cette perspective, la Nouvelle-France a perdu (définitivement?) l'espoir d'avoir vécu l'une des formes d'évolution vers le capitalisme. Il nous reste à ajouter que cette position n'est pas une nouveauté : une France « coupable » du développement raté de la colonie? On a déjà entendu cela, comme d'ailleurs l'idée (de Bergeron, Vallières, Bourque et Légaré) que la Nouvelle-France avait développé un caractère propre — c'est-à-dire national? —, mais naturellement pas au niveau de la bourgeoisie : « C'est plutôt dans la paysannerie qu'il faut chercher les premières traces d'une originalité propre à l'histoire du peuple québécois », déclara Bourque⁶⁸.

En 1982, Fernand Ouellet écrivait que « for Ryerson, Marxism was merely a semantic updating of the neo-nationalist interpretation⁶⁹ », mais cette phrase peut s'appliquer, *mutatis mutandis*, à tous les travaux historiques des marxistes canadiens. Pour ces derniers, le marxisme a surtout été un langage, un vocabulaire, et cette tendance s'est accentuée par l'absence d'une recherche empirique. Rien de plus naturel que de traduire dans le langage marxiste les recherches de ceux qui travaillaient dans les archives, car, pour ceux-ci comme pour les autres, l'horizon culturel était le même : essentiellement dominé par la question nationale. D'ailleurs, dans un pays comme le Canada où il n'y a pas d'organisation politique d'inspiration marxiste importante, le seul espace où cette idéologie pouvait s'exprimer était celui de la question nationale, interprétée comme la lutte d'un peuple opprimé contre un pouvoir oppresseur⁷⁰.

65. Talcott PARSONS, *The System of Modern Societies*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1971, pp. 86-121. On trouve la même idée, mais avec une connotation négative, dans David RIESMAN, *The Lonely Crowd*, New Haven, Doubleday, 1950, et Herbert MARCUSE, *One Dimensional Man*, Boston, Beacon Press, 1964.

66. Louis HARTZ, *The Liberal Tradition in America*, New York, Harcourt Brace, 1955.

67. Pour l'idéologie derrière la thèse turnerienne, voir Richard HOFSTADTER, *The Progressive Historians*, Turner, Beard, Parrington, New York, Knopf, 1968. Pour l'influence de cette thèse au Canada, voir le bilan historiographique par Michael CROSS, *The Frontier Thesis and the Canadas*, Toronto, Copp Clark, 1970.

68. BOURQUE et LÉGARÉ, *Le Québec*, pp. 26-27.

69. Fernand OUELLET, « Québec, 1760-1867 », in *A Reader's Guide to Canadian History, Vol. 1 : Beginnings to Confederation*, éd. par D.A. MUISE, Toronto-Buffalo-London, University of Toronto Press, 1982, p. 54.

70. Charles HALARY, « Le débat sur les relations entre conscience de classe et conscience nationale au Québec de 1960 à 1975 », *Anthropologie et Société*, II (1978), pp. 149-65; Charles HALARY et Jean MASCOTTO, « Dialectique matérialiste et nationalisme historique », *Les Cahiers du Socialisme*, I (1978), pp. 87-186. Les débats sur la question nationale et la question sociale ont une longue tradition dans la pensée marxiste du XX^e siècle à partir de Lénine et de sa théorie sur la lutte contre l'impérialisme, cf., Samir AMIN, *Classe et nation*, Paris, Éditions de Minuit, 1981. Il n'y a pas d'étude globale sur les rapports entre pensée nationaliste et marxisme, mais il existe une série d'analyses de situations spécifiques : sur le côté nationaliste du marxisme stalinien, cf. la conclusion de Martin MALIA, *Comprendre la Révolution russe*, Paris, Éditions du Seuil, 1980; pour les socialismes africains, cf. Yves BENOIT, *Idéologies des indépendances africaines*, Paris, Maspero, 1969; I.L. MARKOVITZ, *Power and Class in Africa*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1977; pour le marxisme indien et musulman, cf. V.S. NAIPAL, *India : a Wounded Civilization*, Harmondsworth, Penguin Books, 1983 (1977), pp. 148-49, et *Among the Believers*, Harmondsworth, Penguin Books, (1982), Biancamaria SCARCIA AMORETTI, « Islam e processi nazionali », in *Il mondo contemporaneo, Storia dell'Africa*, éd. par Alessandro TRULZI, Firenze,

La Nuova Italia, 1979, pp. 344-47. Longtemps, on a essayé de ne pas voir ces « contaminations », mais la naissance d'un sous-impérialisme vietnamien, après les guerres de libération, a mis en évidence cette réalité. Après le débat sur le Vietnam, qui a vu pour la première fois Raymond Aron et Jean-Paul Sartre du même côté, et la tragédie cambodgienne sous les Khmers rouges, puis sous le pouvoir vietnamien, nombre d'intellectuels marxistes ont abordé ce problème; cf. Hans Magnus ENZENSBERGER, « Das Ende der Konsequenz », in *Politische Brosamen*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag, 1983 (1982), pp. 22-24. Toutefois, les rapports entre pensée nationaliste et marxisme (et, surtout, l'influence de celle-là sur celui-ci) ne sont pas propres au Tiers-Monde seulement : sans remonter trop loin, l'on peut par exemple considérer la recherche des « chemins nationaux du communisme » proposée par les partis euro-communistes. Pour une perspective canadienne, cf. Daniel DRACHE, « La crisi dell'economica politica canadese : la teoria della dispendenza contro la nuova ortodossia », in *Canada e Stati Uniti*, éd. par Valeria GENNARO LERDA, Venezia, Marsilio, 1984, pp. 175-76.